

2^{ÈME} BULLETIN
D'INFORMATION

SOLIDARITÉ CHILI-FRANCE
DECEMBRE 2019



#CHILE DESPERTÓ

1. Qui sommes-nous ?

L'Assemblée *Solidarité Chili France* est née peu après le 18 octobre 2019, lors du soulèvement populaire chilien contre son gouvernement et l'ordre néolibéral. L'objectif de notre assemblée est de rendre visible, de dénoncer et d'apporter notre solidarité à ces luttes grâce à diverses manifestations publiques incluant, entre autres, la condamnation des violations des droits humains. Le collectif réunit plus d'une centaine de personnes résidant à Paris, venant du Chili, de France et d'ailleurs. Tous.tes ceux qui le souhaitent peuvent nous rejoindre. Pour nous contacter et suivre notre actualité, retrouvez-nous ici :



[solidarite.chili.france](https://www.instagram.com/solidarite.chili.france)



comchilifrance@gmail.com



[solidaritechili](https://twitter.com/solidaritechili)

2. Face à l'observation internationale: les incontestables violations des droits humains

Au cours des dernières semaines, le gouvernement chilien a été confronté aux rapports probants émanant de deux grandes institutions de défense des droits humains: *Amnesty International* (AI) et *Human Right Watch* (HRW). Chacune d'entre elle a accompli un travail de terrain détaillé en la matière, en consultant les autorités et les organisations de la société civile. Au cours de cette période, la première a recueilli plus de 10.000 accusations contre diverses violations des droits humains, et une grande quantité de contenu audiovisuel qui a permis de constater avec certitude l'usage excessif de la force par la police et les militaires. À la lumière de ce rapport, la directrice d'AI sur le territoire des Amériques, Erika Guevara, a déclaré le 21 novembre:

L'intention des forces de l'ordre chiliennes est claire : blesser ceux qui manifestent pour décourager le mouvement de protestation, y compris en ayant recours aux extrêmes, à savoir la torture et la violence sexuelle contre les manifestants.es. Au lieu de prendre des mesures dans le but de freiner la crise gravissime des droits humains, les autorités (...) ont maintenu une politique punitive pendant plus d'un mois, entraînant ainsi davantage de victimes, alors que leur nombre est déjà écrasant.

Déplorablement, la réponse du gouvernement a été celle de rejeter les accusations d'Amnesty International, en s'y référant en tant « *qu'affirmations irresponsables* » (Lorena Recabarren, Sous-secrétaire aux droits humains), et en affirmant que les institutions du pays n'ont d'autre but que celui de « *garantir et protéger les droits humains* ». Les forces armées sont venues soutenir le gouvernement, en affirmant qu'il n'existait pas de preuves contre eux. Le 26 novembre 2019, cinq jours après le rapport d'AI, la directrice de l'ONG au Chili, Ana Piquer, recevait des courriers la menaçant de mort si elle continuait à dénoncer les violations des droits humains au Chili. Ce même jour, J.M. Vivanco, directeur de *Human Rights Watch* dans les Amériques, soulignait:

Il y a des centaines de plaintes préoccupantes concernant l'usage excessif de la force dans les rues, des abus envers les détenu.e.s comme de violents passages à tabac et des abus sexuels qui ne peuvent rester impunis et qui doivent sans plus tarder faire l'objet d'enquêtes et de sanctions rigoureuses.

Après ce deuxième rapport, détaillé et témoignant également de la violence extrême utilisée pour réprimer le mouvement, le gouvernement a adopté une réponse étonnamment plus conciliante, accueillant « *avec douleur* » ces informations et s'engageant à mettre en place des « *réformes profondes* » de l'institution de la Police chilienne, alors qu'il rejetait catégoriquement les accusations quelques jours plus tôt.

3. Que personne d'autre n'ait à « offrir ses yeux » pour que nous puissions les ouvrir !

Du fait de la violente répression, 241 citoyens ont déjà souffert de blessures oculaires (source INDH, 30 nov.). Le Chili détient ainsi face à tous les mouvements sociaux dans le monde le plus grand chiffre de blessures oculaires en l'espace de seulement 6 semaines. Parmi eux, Gustavo Gatica (21 ans) et Fabiola Campillay (36 ans) qui ont tous deux définitivement perdu la vue. Comme depuis le début de la répression, les visages sont particulièrement visés par les forces armées lors des manifestations, c'est ainsi que le 8 novembre 2019 Gustavo perd définitivement la vue alors que Fabiola, elle, rentrant du travail, reçoit une bombe lacrymogène qui immédiatement lui ôtera la vue. Ces cas nous bouleversent profondément. Ils nous bouleversent encore plus lorsque Gustavo, conscient de l'irréparable injustice dont il souffre et du nouveau regard que le peuple chilien, à la recherche de dignité, commence à porter, déclare: « *J'ai offert mes yeux pour que les gens se réveillent.* »



Gustavo Gatica

4. Origine et crise du néolibéralisme au Chili

Le régime néolibéral s'installe au Chili pendant la dictature civico-militaire, dirigée par A. Pinochet, à travers les politiques d'un groupe d'économistes chiliens formés à l'Université de Chicago. L'économie chilienne sert alors de terrain d'expérimentation aux transformations que Reagan réalisera aux États-Unis, et Thatcher au Royaume-Uni, dans les années 90. C'est ainsi que, de manière peu transparente, des entreprises publiques ont été privatisées, cédées à de grands groupes entrepreneuriaux proches de la dictature à des prix très bas qui amènent l'État chilien à perdre 6.000 millions de dollars à l'époque, selon des enquêtes réalisées après coup et reconnues par le parlement chilien. Au même moment, l'État chilien commence à subventionner le secteur privé pour l'accès aux droits à l'éducation et à la santé par exemple. Cela rentre dans la logique de l'économie de marché: ceux qui ont le plus de moyens ont accès à plus de services, et de meilleure qualité. Cela explique le fait que, par exemple dans l'enseignement privé, une année universitaire au Chili peut coûter plus de 8.000 euros/an.

Il convient de mentionner que toutes ces transformations sont imposées dans un contexte spécifique de répression, où la censure et la peur deviennent la politique de l'État, et où la population n'a pas le droit de se mobiliser ni d'exprimer son désaccord. Un ordre économique qui est ensuite conforté par les gouvernements de centre gauche (1990-2010), au cours desquels se creuse la crise de l'éducation et de la santé publique, en privatisant d'autres entreprises publiques. Par exemple, le Chili demeure aujourd'hui le seul pays du monde où l'eau n'est plus un bien public, ce qui génère des difficultés pour les populations rurales et les secteurs agricoles qui voient leur accès à l'eau limité. Finalement, ce sont ces types de mesures qui génèrent un mal-être qui, accumulé au fil du temps, a éclaté sous forme de mobilisations massives face auxquelles les gouvernements n'ont pas su donner de réponses structurelles. C'est là que réside selon nous la révolte sociale, nous vivons un moment

historique où un autre mode de vie est exigé, qui ne doit plus être enlisé dans une logique aussi injuste que celles auxquelles nous soumet l'économie de marché.

5. Chronologie des actions réalisées par l'Assemblée des Chiliens.nes de Paris

- ❖ Projections à grande échelle pour condamner les violations des droits humains : **22 nov.**
- ❖ Cortège #NiUnaMenos aux côtés de #NousToutes pour la manifestation contre les violences faites aux femmes (Opera) : **23 nov.**
- ❖ Cycle de ciné-documentaire sur le Chili (Cinéma La Clef Revival) : **28 nov-1^{er} déc.**
- ❖ Performance féministe « Tus Ojos, Mis Ojos » du collectif Cuerpo/Acción, et « Un violeur sur ton chemin » du Collectif Chilien Las Tesis, pour condamner autant les mutilations oculaires que les violences du machisme au Chili (Saint-Michel et Trocadéro) : **29 nov. et 1^{er} déc.**
- ❖ Assemblée n°5 des chiliens.nes et solidaires (Cinéma La Clef Revival) : **1^{er} déc.**
- ❖ Cacerolazo latino-américain en soutien aux diverses mobilisations du continent (Trocadéro) : **1^{er} déc.**
- ❖ Atelier d'autorégulation corporelle et journée d'écoute ouverte : **3 et 4 déc.**
- ❖ Marche aux côtés du Bloc International des pays en résistance, lors de la Grève générale contre la réforme des retraites en France : **5 déc.**

...Et celles qui arrivent !!

- ❖ Assemblée n°6 des Chiliens.nes et solidaire : **7 déc.**
- ❖ Journée de manifestation globale en solidarité avec le Chili lors de la Journée internationale des droits humains : **10 déc.**
- ❖ Repas de soutien aux medics du Chili (Cantine des Pyrénées): **14 déc.**
- ❖ Consultation Citoyenne des Chiliens.nes de France (nouvelle constitution, dispositif à utiliser et participation en dehors du territoire national) : **15 déc.**

